

## 6 Société et Culture

## Croix-Rouge gabonaise/Lancement du projet marketing social du préservatif

## Faciliter l'accès à la capote

Prissilia MOUSSAVOU MOUITY  
Libreville/Gabon

A travers ce nouveau programme, la Croix-Rouge gabonaise compte soutenir les actions menées par les acteurs de lutte contre le VIH/Sida au Gabon, en vulgarisant les condoms de marque "Lovers plus" sur l'ensemble du territoire gabonais.

LA Croix-Rouge gabonaise a lancé, mercredi dernier, à son siège, son nouveau projet "Le Marketing Social du préservatif". Ce nouveau programme vient en appui au Projet de prévention du VIH/Sida en Afrique Centrale (PPSAC). En effet, en mars dernier, la Croix-Rouge gabonaise et le ministère de la Santé paraphaient une convention sous l'autorité de l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique Centrale



Les officiels lors du lancement du nouveau projet de la Croix-Rouge gabonaise.

(OCEAC). Ladite convention désignait la Croix-Rouge gabonaise comme organisme en charge du marketing social du préservatif au Gabon. Le marketing social est une adaptation des techniques de marketing classique et leur application à des fins sociales. Ce programme devrait favoriser l'accessibilité des préservatifs à des prix abordables, tout en encourageant l'adoption

de comportements à moindre risque. «Ce projet a pour objectif de faire la promotion du préservatif, afin qu'il soit accessible et disponible à moindre coût. Nous voulons faciliter l'accès des préservatifs aux populations. Ledit projet est soutenu par la coopération allemande à travers sa banque (KfW) qui avait signé une convention avec la CEEAC. Cet accord visait la vulgarisation



Vue partielle de l'assistance s'imprégnant des objectifs du marketing social du préservatif.

du préservatif masculin en Afrique Centrale, notamment celui de marque "Lovers Plus". C'est un nouveau produit fabriqué dans les firmes asiatiques, qui obéissent aux normes européennes», a fait savoir Guy Patrick Obiang Ndong, président de la Croix Rouge gabonaise. L'action de la Croix-Rouge gabonaise consistera donc à faire écouler plus de 3 millions de préservatifs

"Lovers plus" sur le territoire gabonais. Avec l'aide des réseaux de commerce, des boutiques et son réseau de volontaires, la Croix-Rouge procédera à la vente de ces produits dans les points de vente du secteur commercial comme les pharmacies, mais aussi les magasins, les boutiquiers, ONG, à raison de 100 francs CFA pour trois préservatifs. En outre, la réussite de ce

projet marketing social nécessitera l'implication de tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le Sida. «La Croix-Rouge gabonaise est certes acteur de mise en œuvre de ce projet, mais toutes les parties impliquées dans la lutte contre le Sida doivent véritablement s'engager. La réussite de ce projet ne peut pas se faire seule. Il est important que les ministères en charge du Tourisme, du Commerce, les responsables d'hôtels se sentent concernés, afin que le préservatif "Lovers Plus" soit disponible à toute heure, dans toutes les chambres d'hôtels et les auberges, voire dans toutes les boutiques», a poursuivi Guy Patrick Obiang Ndong. A noter que ces nouveaux préservatifs mis sur le marché gabonais ont été soumis au contrôle régulier du laboratoire australien Enersol, spécialiste mondial des tests qualité des dispositifs médicaux.

## Lutte contre l'insalubrité

## Des dégrilleurs pour bloquer les ordures

AJT  
Libreville/Gabon

DANS le cadre de la journée citoyenne, célébrée chaque premier samedi du mois, le conseil municipal de Libreville a organisé, mercredi dernier, une visite des bassins versants de Libreville. Objectif : s'enquérir de l'état de dégradation avancée des côtes librevilloises, du fait du déversement des ordures et déchets ménagers dans les bassins versants.

La visite était conduite par le directeur général de l'Environnement, Bonaventure Nzigou Mamfoumbi, qu'accompagnait le directeur de cabinet du maire de Libreville, Aimé Yembi. Du bassin de Batavea à celui d'Arambo, en passant par Dimby et Gué-Gué, du périple qui a commencé à la plage de Glass (face à la Maison de la Presse), les visiteurs ont pu constater l'état de dégradation et d'insalubrité criant dans lequel se trouve la zone côtière de Libreville : sachets, sacs, haillons, pneus et au-



Bonaventure Nzigou Mamfoumbi, directeur général de l'Environnement à la mairie de Libreville, sur un site.

tres ordures jonchent le long de la plage, mais surtout les embouchures de ces conduites d'eaux. « Ces déchets sont la cause de nombreux maux. Comme les maladies de la peau, les intoxications pour les personnes qui ingurgitent ces eaux lors des baignades. Hormis les ménages, il y a également les lavages automobiles qui ont installé leurs activités aux abords des bassins. Lorsque ces eaux et les ordures se déversent dans les bassins, le tout est ensuite conduit vers les côtes, sur les plages», a relevé le directeur général

de l'Environnement. Aussi, pour pallier cette situation, cinq bassins versants ont-ils été recensés, et bénéficieront dans les prochains jours de dégrilleurs, que l'on placera aux embouchures des bassins. « Ces barrières permettront d'empêcher les ordures de se déverser dans la mer », a-t-il précisé. D'autre part, les garagistes et autres activités de lavage automobile installés au bord des bassins ont été sommés de déguerpir des lieux, dans un délai extrêmement court.

## Formation sur la lutte antitabac à Dakar

## Parvenir à une Afrique sans tabac

Styve Claudel ONDO  
MINKO  
Dakar/Sénégal

A l'initiative du Centre pour la lutte antitabac en Afrique (Clata), les acteurs des pays d'Afrique francophone impliqués dans la lutte antitabac sont réunis, depuis mardi dernier, à Dakar au Sénégal, dans le cadre d'une formation sur les documents de l'industrie du tabac (Tidra). Le but du Clata est d'offrir aux participants sénégalais, gabonais et mauritaniens, des outils leur permettant de matérialiser progressivement sa vision : celle de parvenir à une Afrique sans tabac. Aussi, revient-il au professeur américain, Marty Otañez, de l'université du

Colorado aux États-Unis, de former et équiper les représentants des gouvernements, de la société civile et autres hommes de médias sur les techniques de recherche, d'utilisation et de diffusion d'informations déclassifiées concernant l'Industrie du tabac (IT). De mettre sur pied des groupes/coalitions par pays en charge de surveiller les pratiques des cigarettiers. Mais aussi de guider et soutenir le développement de projets-pays ou individuels intégrant la recherche sur la lutte contre l'ingérence de l'industrie du tabac. Entre autres modules, les participants discutent sur le groupe de recherche des documents de l'industrie du tabac, apprennent à naviguer sur le site internet renfermant la bibliothèque virtuelle des documents



Quelques participants aux travaux de Dakar.

authentiques des firmes productrices. Tout en s'imprégnant un peu plus de l'article 5.3 de la convention cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de lutte antitabac. Et de l'ingérence de l'IT, qui va grandissante sur le continent noir, consi-

déré comme un eldorado par les firmes. Juriste et expert en matière de lutte antitabac, Sagna Mamadou Bamba, formateur, explique qu'il ne s'agit que d'un début. « En effet, il n'y a pas longtemps que le projet Tidra a débuté dans les pays anglophones, en

l'occurrence en Ouganda et en Afrique du Sud. Il était temps d'outiller aussi les acteurs de la société civile de la zone francophone », souligne le membre de l'association américaine Campaign for tobacco free kids (CTFK). Aussi, souhaite-t-il que le projet bénéficie, à long terme, de moyens divers lui permettant de renforcer les capacités des participants. Au nombre de ces acteurs, le Dr Frédéric Mbungu Mabilia et Tangui Obame Nzue, respectivement directeur du Programme national de lutte contre le tabac, l'alcoolisme et la drogue (PNLTAD), et président du Mouvement populaire pour la santé au Gabon (MPS-Gabon). Le médecin pense que l'initiative du Clata permettra de mettre davantage à nu le

rôle joué par les grandes firmes dans le ralentissement des actions de lutte. « La documentation que l'on nous amène à explorer constitue donc autant d'éléments pertinents de plaider dans le cadre de notre programme d'actions », fait savoir le responsable du PNLAD. Avoir accès aux documents de l'industrie du tabac constitue un plus pour le président du MPS-Gabon. D'autant que selon Tangui Obame Nzue : « lutter contre le tabac revient avant tout à aller en guerre contre le fabricant de ce produit, lequel use très souvent de stratégies visant à contourner les législations. Si vous connaissez les stratégies de votre ennemi, vous avez largement la possibilité de le contrer.»